

blement son œuvre, empreinte de ses qualités morales et intellectuelles.

La situation n'était guère plus encourageante lorsqu'il arriva au pouvoir. Il était chef d'un gouvernement minoritaire. Il devait coûte que coûte tenir la fameuse et imprudente promesse des «soixante jours décisifs». C'est à cette époque que se déclencha, avec la présentation du budget de Walter Gordon, une série de catastrophes, où, l'un après l'autre, les ministres firent faux pas sur faux pas ou dégringolèrent de toute leur hauteur dans un formidable fracas d'invectives parlementaires. (Dans sa critique du deuxième volume, le professeur Peyton Lyon disait que le troisième volume fournirait peut-être davantage matière à «émoustiller les amateurs de scandale politique». En fait, ce sombre épisode y est plutôt adroitement relaté avec un extrême souci de discrétion, ce qui ne fait qu'aiguiser la curiosité de ceux qui attendent fiévreusement la publication des Mémoires de Diefenbaker.) Par-dessus tout, le gouvernement devait faire face à la «révolution tranquille» du Québec, une tâche qui exigeait de lui une habileté peu commune. Bien sûr, il était aidé en cela par les divisions au sein du parti conservateur et par la terrible faiblesse de ce dernier au Québec. Le simple fait d'avoir survécu dans des conditions pareilles représente déjà un véritable tour de force; quel triomphe alors d'avoir pu faire passer certaines des lois sociales les plus importantes et les plus avant-gardistes de notre histoire, un triomphe auquel nous n'aurions peut-être jamais pu assister, n'eût été la personnalité exceptionnelle de Pearson.

On lui a reproché d'avoir cédé à M. Lesage sur la question du Régime de rentes du Canada. Mais on oublie peut-être (et, assez curieusement, M. Pearson n'en parle pas) que l'article 94A de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique conférait aux provinces le pouvoir suprême en matière de pensions (un des aspects les plus déplorable de l'héritage que nous ait laissé Mackenzie King). Il fallait donc, étant donné l'attitude et le pouvoir constitutionnel du Québec, parvenir à s'entendre avec ce gouvernement pour doter le Canada tout entier d'un régime de pensions uniforme. J'ai quelque raison de croire qu'une autre grande province a elle aussi caressé le projet d'établir son propre régime, mais il est heureux que le projet n'ait jamais été discuté même avec le gouvernement fédéral.

On trouve dans ce volume des exemples sublimes de franchise désarmante. Ainsi, certains libéraux auront quelque difficulté à reconnaître que «le parti libéral, qu'il soit dans l'opposition ou au pouvoir,

comprenait à ce moment [vers 1961], comme toujours d'ailleurs, un groupe à tendance droitiste et un autre à tendance gauchiste», et (pis encore) que «cette dichotomie est une caractéristique essentielle du libéralisme». Les «gauchistes» pourront toujours tirer quelque réconfort d'une dernière remarque, à propos de «certaines approches officieuses en vue d'une coalition éventuelle» (on croirait presque entendre Mackenzie King) avec le NPD: «Nous nous plaisions à penser que nous étions un parti de gauche tout comme la plupart des nôtres auraient coexisté sans gêne avec eux» (hypothèse sans contredit très douteuse).

Un autre passage mérite d'être relevé pour sa franchise. Il s'agit d'un commentaire à propos du fameux discours sur la «politique nouvelle», prononcé en 1964: «C'est à peine si l'appel a été entendu. Le pays n'a pas réagi». Il aurait peut-être réagi davantage si cette nouvelle politique s'était manifestée de façon plus concrète, dans les nominations au Sénat par exemple.

On pourrait croire d'après ce que j'ai dit jusqu'ici que j'ai succombé au charme de Pearson tel qu'il transparait dans ce volume. Clarté du style, bon sens, modestie, urbanité, générosité, discrétion autant de qualités auxquelles il est difficile de résister comme c'était le cas du vivant de l'auteur. Mais il y a un certain nombre de passages où la franchise est incomplète, vaincue peut-être par un souci de discrétion et un désir de ne pas blesser, de fermer les yeux sur certaines fautes et d'exagérer certains exploits; il y a aussi les sujets sur lesquels mes opinions s'éloignaient, et s'éloignent toujours, radicalement de celles de Pearson, à tel point que je me suis demandé par moments si j'avais bien fait d'accepter de rédiger cette critique.

Je crois par exemple que sa volte-face soudaine sur la question des armes nucléaires n'est pas suffisamment expliquée ou justifiée. Je m'étonne aussi du fait qu'il ne soit même pas fait mention de la terrible législation ouvrière adoptée par Terre-Neuve en 1959 (on mentionne toutefois la grève des bûcherons), omission qui ne fait peut-être que trahir la honte du parti libéral fédéral de ne l'avoir pas dénoncée à l'époque. De même, les reproches adressés au général Norstad pour son discours de janvier 1963 à Ottawa (Norstad «y allait fort en venant au Canada nous dire publiquement que nous ne remplissions pas nos engagements envers l'OTAN») et au département d'État américain pour son communiqué de presse subséquent (le département d'État a répondu «de façon bien indiscreète» aux «révélations et [aux] affirmations de M. Diefenbaker») me semblent